

INSAECHO

BENIN

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE L'ANALYSE ECONOMIQUE

BULLETIN MENSUEL DE CONJONCTURE ECONOMIQUE

INSAECHO N° 032 / Avril / 2012

Sommaire

Editorial

Indice des Prix à la Consommation	2
Commerce Extérieur.....	4
Indice de Production Industrielle	6
Immatriculation des Entreprises	7
Trafic du Port Autonome de Cotonou.....	9
Recettes douanières.....	11
Conjoncture Internationale.....	12

L'année 2011 a été une année difficile pour la zone de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). La croissance régionale a souffert de la crise en Côte d'Ivoire, le principal moteur de la zone. En début de 2011, la hausse des prix de l'alimentation et des combustibles a eu des répercussions économiques et sociales majeures sur les pays de la zone. Le second semestre 2011 a été marqué d'une part, par une sécheresse qui a touché gravement la production de céréales dans les pays du Sahel, et d'autre part par une amorce de ralentissement de l'économie mondiale. Le déficit budgétaire global de la région s'est creusé et le déficit des transactions extérieures a augmenté, dénotant des progrès mitigés en matière de convergence dans la zone. Par ailleurs, des risques de dégradation subsistent liées à la crise européenne.

La relance de l'activité passe par la prise de mesures macroéconomiques tendant à résorber les effets de la sécheresse (surtout sur les couches vulnérables), à réduire le déficit budgétaire et à renforcer la politique monétaire.

Au niveau national, l'inflation en mars poursuit sa tendance haussière entamée depuis le début de l'année 2012, soutenue par le rebond des prix du carburant dans l'informel. Elle se situe désormais au-dessus du seuil critique fixé dans la zone UEMOA, pour le deuxième mois consécutif. Par contre, la production industrielle a chuté au quatrième trimestre 2011, portée par la baisse de la production des imprimeries et des fils et tissus.

Alexandre BIAOU
Directeur Général de l'INSAE

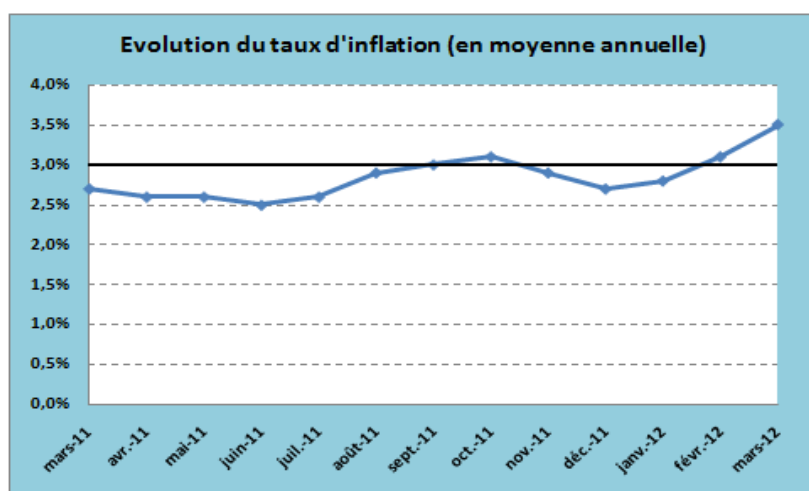
L'INFLATION EN HAUSSE POUR LE 3^e MOIS CONSECUTIF

En mars 2012, le taux d'inflation moyen est de **3,5 %** (en moyenne annuelle), en hausse de 0,4 point de pourcentage, comparé à la hausse de **3,1 %** observée en février 2012. L'inflation poursuit sur sa tendance haussière entamée depuis le début de l'année, et se retrouve au-dessus du seuil de 3 % jugé critique dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Taux d'inflation (Indicateur de convergence de l'UEMOA)

	Mars 11	Avril 11	Mai 11	Juin 11	Juil. 11	Août 11	Sept. 11	Oct. 11	Nov. 11	Déc. 11	Jan. 12	Fév. 12	Mars 12
Taux d'inflation (%)	2,7	2,6	2,6	2,5	2,6	2,9	3,0	3,1	2,9	2,7	2,8	3,1	3,5

Source : INSAE, avril 2012



Source : INSAE, avril 2012

Variations relatives des indices de prix à la consommation par fonction

	Poids	Moyenne sur les 12 derniers mois à					Taux d'inflation (%)		Variation (en point de %)
		Mars 11	Déc. 11	Janv. 12	Fév. 12	Mars 12	Fév. 12	Mars 12	
INDICE GLOBAL	10 000	103,5	105,4	105,9	106,5	107,1	3,1	3,5	0,4
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3 149	109,1	112,6	112,4	112,7	113,3	3,7	3,8	0,1
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	94	105,4	106,5	106,6	106,7	106,9	1,3	1,4	0,1
Articles d'habillement et chaussures	734	102,9	103,8	103,8	103,9	103,9	1,0	1,0	0,0
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1 115	110,7	112,6	112,6	112,9	113,0	2,1	2,1	0,0
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	315	100,7	101,5	101,7	101,8	101,9	1,2	1,2	0,0
Santé	314	102,6	102,7	102,8	102,9	103,1	0,3	0,4	0,1
Transports	1 399	95,6	97,9	101,6	104,1	106,6	9,0	11,5	2,5
Communication	619	81,2	77,6	77,1	76,9	76,8	-5,9	-5,5	0,4
Loisirs et culture	192	97,5	98,0	98,0	98,0	98,0	0,5	0,5	0,0
Enseignement	485	101,0	101,4	101,4	101,4	101,4	0,4	0,4	0,0
Restaurants et Hôtels	1 117	106,8	109,0	109,2	109,5	109,8	2,8	2,8	0,0
Biens et services divers	467	101,7	104,2	105,2	106,2	107,2	4,4	5,4	1,0

Source : INSAE, avril 2012

L'augmentation observée par rapport à février 2012 (+ 0,4 point de pourcentage) s'explique essentiellement par la hausse des prix des « *Transports* » et des « *Biens et services divers* » dont les variations d'inflation en point de pourcentage sont respectivement de + 2,5, et + 1,0.

Les biens et services à la base de cette augmentation de l'inflation sont surtout l'« *Essence kpayo* » (+ 6,7 points de pourcentage), le « *Taxi moto (Zémidjan)* » (+ 5,9 points de pourcentage) et le « *savon de toilette non parfumé* » (+ 3,2 points de pourcentage).

HAUSSE DE L'INFLATION SOUTENUE PAR LES PRODUITS ENERGETIQUES ET LES PRODUITS IMPORTES

L'inflation au niveau des *produits frais* et de l'*énergie* a connu respectivement une variation de + 0,3 et de + 0,9 point de pourcentage en mars 2012. Quant aux biens et services *hors produits frais et énergie*, ils ont connu une variation de l'inflation de + 0,4 point de pourcentage.

Variation de l'IHPC des produits frais, de l'énergie et des autres produits hors énergie

	Pondération	Moyenne sur les 12 derniers mois à					Taux d'inflation(%)		Variation (en point de %)
		Mars 11	Déc. 11	Janv. 12	Fév. 12	Mars 12	Fév. 12	Mars 12	
Indice produit frais	1 714	114,6	118,0	117,4	117,6	118,4	3,1	3,4	0,3
Indice Energie	1 113	99,3	102,7	104,9	106,3	107,4	7,2	8,1	0,9
Indice hors produit frais et énergie	7 173	101,5	102,8	103,3	103,8	104,3	2,4	2,8	0,4
INDICE GLOBAL	10 000	103,5	105,4	105,9	106,5	107,1	3,1	3,5	0,4

Source : INSAE, avril 2012

En tenant compte de la provenance des produits, les *produits importés* et les *produits locaux* ont tiré l'inflation à la hausse respectivement de + 0,6 et de + 0,3 point de pourcentage en variation annuelle.

Variation IHPC selon l'origine

	Pondération	Moyenne sur les 12 derniers mois à					Taux d'inflation(%)		Variation (en point de %)
		Mars 11	Déc. 11	Janv. 12	Fév. 12	Mars 12	Fév. 12	Mars 12	
Indice produits locaux	6 748	104,0	105,3	105,5	105,9	106,5	2,0	2,3	0,3
Indice produits importés	3 252	102,4	105,7	106,8	107,6	108,4	5,4	5,9	0,6
INDICE GLOBAL	10 000	103,5	105,4	105,9	106,5	107,1	3,1	3,5	0,4

Source : INSAE, avril 2012

FORTE DETERIORATION DU DEFICIT COMMERCIAL EN NOVEMBRE 2010

Au mois de novembre 2010, les importations de biens se chiffrent à **61,5 milliards** de F CFA, et restent stables par rapport à octobre 2010 (+0,0 %) alors que les exportations totales de biens s'établissent à **8,5 milliards** de F CFA, en forte baisse (- 61,3 %) par rapport au mois précédent. Le déficit en ressort fortement détérioré, passant de - 39,5 milliards de F CFA en octobre 2010 à - 53,0 milliards de F CFA en novembre 2010.

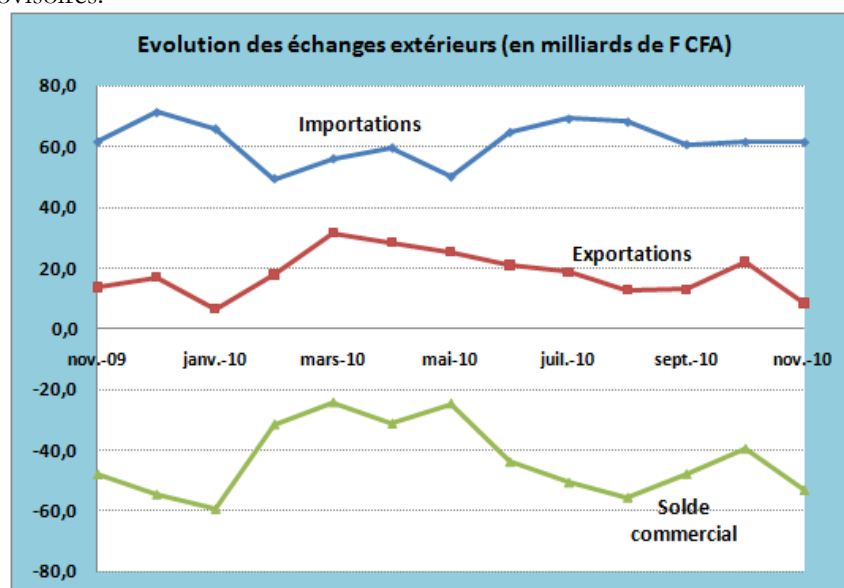
En glissement annuel, le solde commercial s'est également dégradé de 34,2 % passant de - 47,9 milliards de F CFA en novembre 2009 à - 53,0 milliards de F CFA en novembre 2010.

Variation relative des échanges au cours des 12 derniers mois (en milliards de F CFA)

	Mois de					Glissement (en %) sur		
	Nov. 09	Août. 10	Sept. 10	Oct. 10	Nov. 10*	1 mois	3 mois	1 an
Importations	61,6	68,3	60,8	61,5	61,5	0,0	- 9,9	- 0,1
Exportations Nationales	12,2	11,6	11,6	14,0	7,9	- 43,7	- 32,0	- 35,6
Réexportations	1,6	1,2	1,4	8,1	0,7	- 91,9	- 44,7	- 57,8
Solde commercial	- 47,9	- 55,5	- 47,8	- 39,5	- 53,0	34,2	- 4,5	10,8

Source : INSAE, décembre 2010

* : Données provisoires.



Source : INSAE, décembre 2010

En glissement mensuel, les produits ayant le plus contribué à la hausse des importations sont les suivants : « **Viandes et abats congelés de volailles** » (+ 5,3 points de pourcentage), « **Réservoirs, foudres, cuves et récipients similaires** » (+ 2,5 points de pourcentage). Par contre, les produits ayant contré cette hausse des importations sont : « **Groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques** » (- 2,9 points de pourcentage), « **Poissons congelés, à l'exception des filets de poissons** » (- 2,1 points de pourcentage), « **Produits pétroliers** » (- 1,9 points de pourcentage). Par ailleurs, la baisse observée au niveau des exportations en novembre 2010 est portée par le « **Riz** » (- 16,4 points de pourcentage), les « **Groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques** » (- 15,8 points de pourcentage) et les « **Viandes et abats** »

congelés de volailles » (- 8,8 points de pourcentage). A l'opposé, les « **Autres fruits à coques, frais ou secs** » (+ 1,4 points de pourcentage) et les « **Noix de coco et de cajou** » (+ 0,9 points de pourcentage) sont les produits qui ont amoindri la baisse des exportations. Le tableau ci-après présente les cinq principaux produits importés et les cinq principaux produits exportés en novembre 2010.

Principaux produits (SH4) échangés en novembre 2010 (en milliards de F CFA)

	Mois de					Glissement (en %) sur		
	Nov. 09	Août 10	Sept. 10	Oct. 10	Nov. 10*	1 mois	3 mois	1 an
Importations	61,6	68,3	60,8	61,5	61,5	0,0	- 9,9	- 0,1
Viandes et abats congelés de volailles	5,8	7,2	7,5	4,4	7,7	74,7	7,0	21,0
Energie électrique	4,4	4,4	4,4	4,4	4,6	3,4	5,1	3,4
Produits pétroliers	6,3	7,5	4,5	5,0	3,8	-24,0	-49,5	-40,1
Huile de palme	2,6	3,2	3,5	2,8	3,1	9,9	-2,5	19,3
Riz	6,5	2,4	2,3	3,5	3,0	-13,0	27,8	-53,6
Exportations totales**	13,8	12,7	13,0	22,0	8,5	-61,3	-33,2	-38,1
Viandes et abats congelés de volailles	5,7	5,0	5,5	5,5	3,5	-34,4	-29,6	37,8
Autres fruits à coques	-	-	-	1,0	1,3	31,7	-	-
Riz	1,2	3,8	3,8	4,6	1,0	-79,0	-74,5	-23,2
Autres barres en fer ou en aciers non alliés	0,4	0,3	0,0	0,5	0,5	10,7	84,5	26,9
Autres graisses et huiles végétales	-	-	-	0,0	0,2	193,0	-	-

Source : INSAE, décembre 2010

* : Données provisoires

** : Exportations totales = exportations nationales + réexportations

En novembre 2010, la **Chine** (17,6 % des importations) prend la 1^{re} place des pays fournisseurs du Bénin à la **France** (16,9 %) qui se retrouve en 2nde position. Viennent ensuite le **Togo** (10,9 %), la **Belgique** (5,8 %) et les **Pays-Bas** (5,4 %). A l'exportation, le **Nigeria** renforce sa place à la tête des pays clients du Bénin, en accumulant plus de la moitié des exportations en octobre 2010 (58,4 %). Il est suivi du **Danemark** (15,2 %), de l'**Inde** (15,0 %), du **Tchad** (6,0 %), et du **Togo** (2,5 %). Les principaux produits échangés avec les principaux partenaires sont présentés dans le tableau ci-dessous (les chiffres entre parenthèses indiquent la part du produit dans les importations ou les exportations du partenaire concerné).

Principaux partenaires et principaux produits échangés en novembre 2010

Principaux partenaires	Principaux produits échangés avec les partenaires
IMPORTATIONS	
Chine	Réservoirs, foudres, cuves et récipients similaires (14,3%); Ciments hydrauliques (12,6%); Motocycles (y compris cyclomoteurs) (11,6%)
France	Viandes et abats congelés de volailles (14,4%); Médicaments pharmaceutiques (14,1%); Farine de blé (7,4%)
EXPORTATIONS	
Nigeria	Viandes et abats congelés de volailles (70,8%); Riz (18,8%); Huiles de tournesol, de carthame ou de coton (4,1%)
Danemark	« Autres fruits à coques, frais ou secs » (100%)

Source : INSAE, décembre 2010

BAISSE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE AU 4^e TRIMESTRE 2011

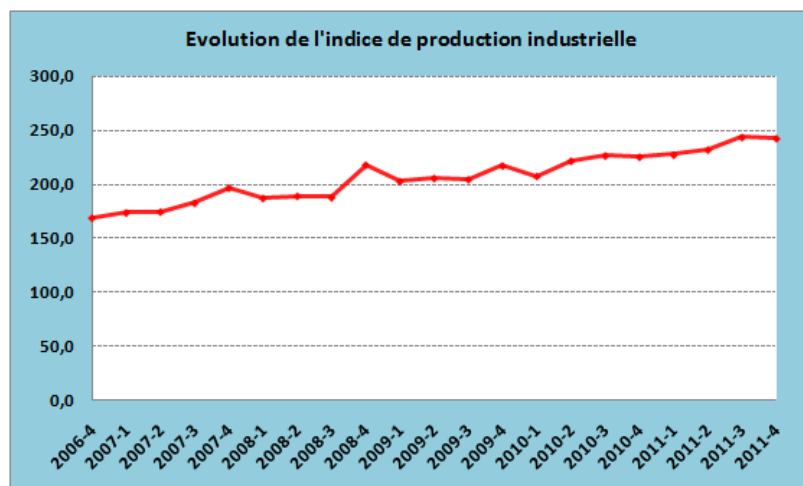
Au quatrième trimestre 2011, l'indice de la production industrielle s'est établi à **243,1** contre **244,1** au troisième trimestre 2011, soit une baisse de **0,5 %**. Cette baisse est due au recul de la production dans les autres industries¹ (**-22,4 %**) et l'industrie textile (**-7,9 %**). A l'inverse, la production a augmenté dans les autres industries : chimique (**+48,5 %**), énergétique (**+10,1 %**) et alimentaire (**+7,9 %**).

En glissement annuel, l'indice global de la production industrielle connaît par contre une hausse de **7,6 %**, due principalement aux industries textile (**+187,6 %**), chimique (**+57,6 %**) et alimentaire (**+23,4 %**).

Indice de production industrielle par classe d'industrie

	2010-3	2010-4	2011-1	2011-2	2011-3	2011-4	Glissement (%)		
							Trimestriel	annuel	Acquis(%)
INDICE GLOBAL	226,9	225,8	227,7	232,4	244,1	243,0	-0,5	7,6	7,3
Industrie alimentaire	198,4	198,3	210,4	234,9	226,8	244,7	7,9	23,4	17,1
Industrie textile	92,8	29,4	84,2	64,6	91,9	84,6	-7,9	187,6	26,9
Industrie chimique	33,6	40,7	54,0	35,0	43,2	64,2	48,5	57,6	24,6
Indice énergie	229,9	248,8	262,9	258,1	240,6	264,9	10,1	6,5	2,5
Industries diverses	369,5	355,3	285,8	291,6	390,7	303,7	-22,4	-14,5	10,1

Source : INSAE, avril 2012



Source : INSAE, avril 2012

La baisse trimestrielle (**-7,9 %**) observée au niveau de l'industrie textile provient de la chute de la production de fils COTEB (**-60,7 %**) et de tissus (**-7,1 %**). Au niveau des autres industries, le repli de la production des imprimeries au 4^e trimestre (**-71,4 %**), est à la base de la mauvaise performance de cette branche (**-22,4 %**). Quant à l'industrie chimique, la forte hausse de l'indice (**+48,5 %**) est la conséquence du rebond marqué de la production d'oxygène et acétylène qui a quintuplé (**+408,7 %**). Dans l'industrie alimentaire, la hausse de l'indice (**+7,9 %**) s'explique par la reprise de la production de bières et de boissons (**+19,1 %**). Dans l'industrie énergétique, l'augmentation de la production d'électricité (**+10,9 %**) est à la base de la hausse recul de l'indice de la branche (**+10,1 %**).

¹ Les industries diverses regroupent les activités de production de matières plastiques, de verres ophtalmiques, l'imprimerie et la production de ciment.

HAUSSE DES IMMATRICULATIONS EN MARS 2012

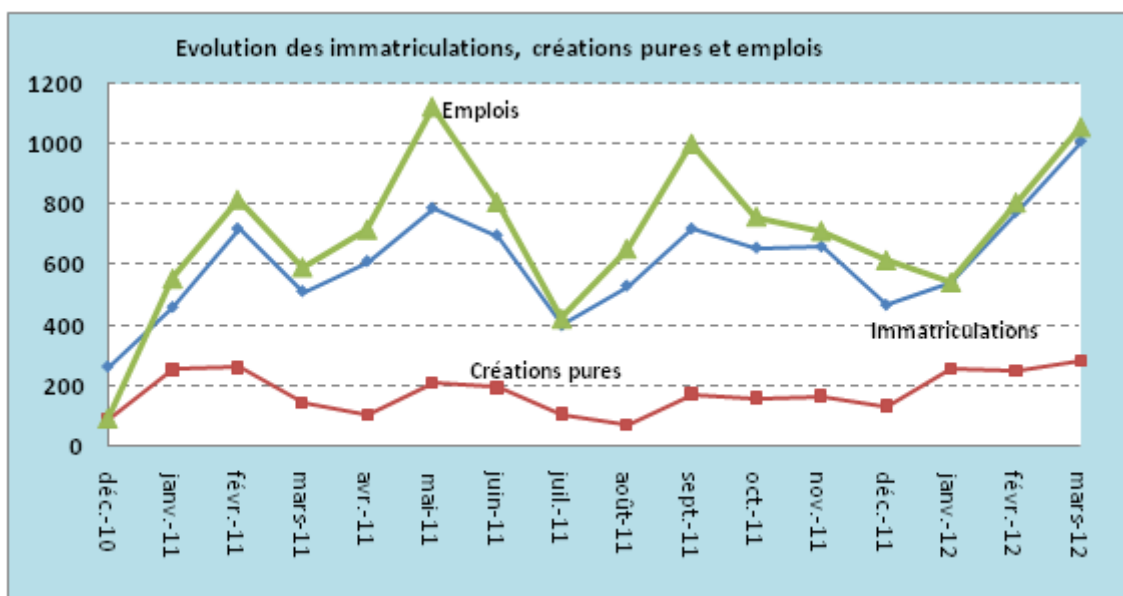
En mars 2012, les immatriculations d'entreprises s'élèvent à **1 008**, soit une hausse de **30,1 %** par rapport au mois précédent (voir tableau ci-dessous). En hausse par rapport à février 2012, les créations pures d'entreprises représentent **28,2 %** des immatriculations en mars 2012 contre **32,3 %** le mois précédent (soit une baisse de 4,1 points de pourcentage). Par ailleurs, le nombre d'entreprises immatriculées en mars 2012 se situe en hausse par rapport à celui de mars 2011.

Immatriculations, Créations d'entreprises et d'emplois

	Mars 11	Déc.11	Janv.12	Fév. 12	Mars 12	Variations en glissement(%)		
						1 mois	3 mois	12 mois
IMMATRICULATIONS	514	469	544	775	1 008	30,1	85,3	96,1
CREATIONS PURES	146	135	258	250	284	13,6	10,1	94,5
EMPLOIS CREEES	594	617	544	808	1 057	30,8	94,3	77,9

Source : Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID), avril 2012

Selon les déclarations des chefs d'entreprise à l'immatriculation, les emplois créés sont en hausse (+ 30,8 %), passant de **808** en février 2012 à **1 057** en mars 2012. De même, le niveau des emplois créés en mars 2012 a fortement augmenté (+ 77,9 %) par rapport à celui de mars 2011. Les déclarations à l'immatriculation montrent que la création d'emplois affiche une performance très faible. En effet, une entreprise sur quatre créées est sans employé et la quasi-totalité (92,2 %) des entreprises avec employés a un seul employé.



Source : Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID), avril 2012

HAUSSE DES IMMATRICULATIONS DANS LES TROIS SECTEURS D'ACTIVITE

La répartition des entreprises immatriculées selon le secteur d'activité montre que le secteur tertiaire regroupe la majorité (**79,6 %**) des immatriculations de mars 2012. Le secteur secondaire représente **16,2 %** contre **4,3 %** pour le secteur primaire. En glissement mensuel, les immatriculations ont connu une hausse pour tous les secteurs en mars 2012, mais cette augmentation est plus marquée pour le secteur primaire (**+ 87,0 %**), qu'au niveau des secteurs secondaire (**+ 28,3 %**) et tertiaire (**+ 28,3 %**). La hausse du nombre d'entreprises immatriculées est donc imputable à la croissance observée au niveau des secteurs tertiaire et secondaire étant donné que ces secteurs représentent une part plus importante.

Nombre d'entreprises immatriculées selon le secteur d'activité

	Mars 11	Déc.11	Janv.12	Fév. 12	Mars 12	Variations en glissement (%)		
						1 mois	3 mois	12 mois
Primaire	15	16	21	23	43	87,0	104,8	186,7
Secondaire	95	68	83	127	163	28,3	96,4	71,6
Tertiaire	404	385	440	625	802	28,3	82,3	98,5
TOTAL	514	469	544	775	1 008	30,1	85,3	96,1

Source : Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID), avril 2012

HAUSSE REMARQUABLE POUR LES PRINCIPALES FORMES JURIDIQUES

Les formes juridiques les plus fréquentes dans les immatriculations en mars 2012 sont les Entreprises Individuelles (EI) (**81,5 %**), les Sociétés à Responsabilité Limitée (SARL) (**16,9 %**) ; les autres étant négligeables. Par rapport au mois précédent, les immatriculations sont en hausse au niveau des principales formes juridiques. En effet, les immatriculations ont connu un accroissement de **38,0 %** pour les Entreprises Individuelles et **1,8 %** pour les Sociétés à Responsabilité Limitée. Comme l'indique le tableau ci-dessous, en glissement trimestriel, le nombre d'entreprises immatriculées a fortement augmenté au niveau des Entreprises Individuelles et des Sociétés Anonymes. En glissement annuel, toutes les formes juridiques enregistrent une hausse ; rebond considérable pour les Entreprises Individuelles et les Sociétés à Responsabilité Limitée.

Nombre d'entreprises immatriculées selon le statut juridique

	Mars 11	Déc.11	Janv.12	Fév. 12	Mars 12	variations en glissement (%)		
						1 mois	3 mois	12 mois
EI	395	343	402	595	821	38,0	104,2	107,8
SARL	105	112	130	168	171	1,8	31,5	62,9
SA	8	7	5	6	9	50,0	80,0	12,5
AUTRES	6	7	7	6	7	16,7	0,0	16,7
TOTAL	514	469	544	775	1 008	30,1	85,3	96,1

Source : Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID), avril 2012

HAUSSE DU TRAFIC NAVIRES EN DECEMBRE 2011

En décembre 2011, le Port de Cotonou a enregistré **98** escales de navires contre **85** en novembre, soit une hausse d'escales de **15,3 %** justifiée par une augmentation de **13,6 %** du nombre de navires commerciaux, par rapport au mois précédent. En effet, 92 escales de navires de commerce ont été enregistrées en décembre 2011, contre 81 en novembre 2011.

Toutefois, en glissement annuel, les escales de navires ont connu en décembre 2011, un repli de **2,0 %**, malgré la hausse de **2,2 %** du nombre de navires de commerce.

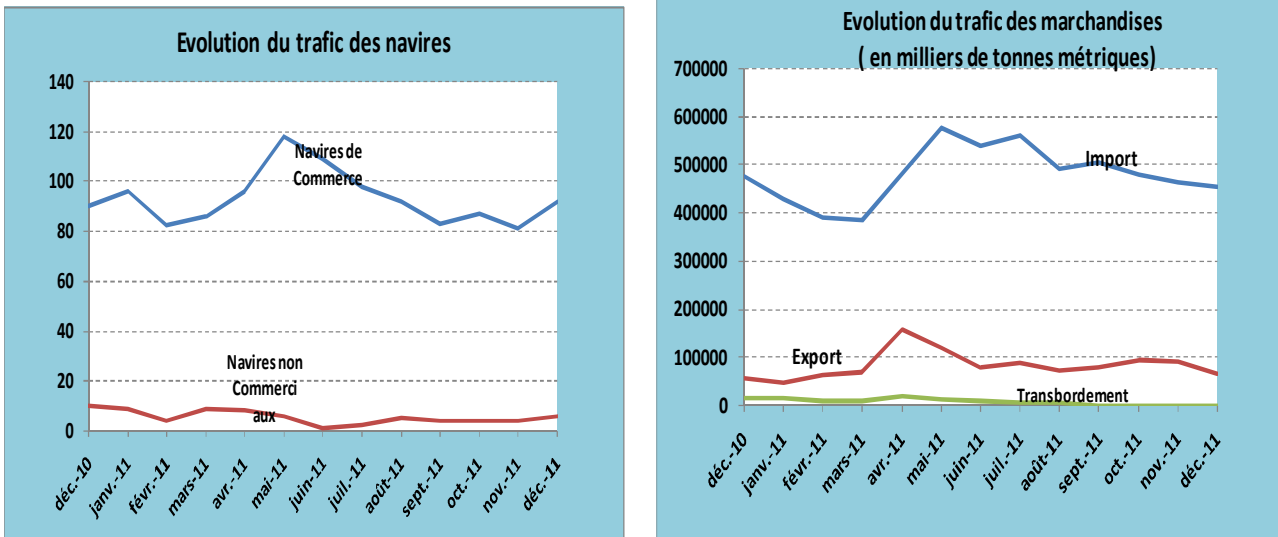
Situation des escales des navires et marchandises

	Déc-10	Sept-11	Oct-11	Nov-11	Déc-11	Glissement (%)		
						1 mois	3 mois	1 an
NAVIRES								
TOTAL NAVIRES	100	87	91	85	98	15,3	12,6	-2,0
DONT NAVIRES DE COMMERCE	90	83	87	81	92	13,6	10,8	2,2
MARCHANDISES (en tonnes métriques)								
IMPORTATIONS	470 833	502 901	480 167	464 725	454 389	-2,2	-9,6	-3,5
EXPORTATIONS	56 351	78 062	95 497	91 847	67 232	-26,8	-13,9	19,3
TRANSBORDEMENT	16 959	1 588	573	34	3	-91,2	-99,8	-100,0
TOTAL	544 143	582 551	576 237	556 606	521 624	-6,3	-10,5	-4,1

Source : Port Autonome de Cotonou, février 2012

BAISSE DU TRAFIC DE MARCHANDISES

Durant le mois de décembre 2011, le trafic total des marchandises embarquées, débarquées et en transbordement au Port de Cotonou a connu une diminution de **6,3 %** par rapport au mois précédent. En effet, il est passé de **556 606** tonnes métriques (en novembre 2011) à **521 624** tonnes métriques (en décembre 2011). Cette baisse se justifie par le repli simultané des importations (**-2,2 %**) et des exportations (**-26,8%**). Les produits ayant contribué au repli des importations sont les suivants : « *clinker, gypse ; laitier et calcaire* » (**-15,9** points de pourcentage), suite au fait que ce produit n'a pas été du tout importé en décembre 2011. Quant aux exportations, elles sont en repli (**-26,8%**) tirées par les produits: « *bois* » (**-15,6** points de pourcentage), « *noix de cajou* » (**-0,5** point de pourcentage) et « *coton* » (**-0,3** point de pourcentage).

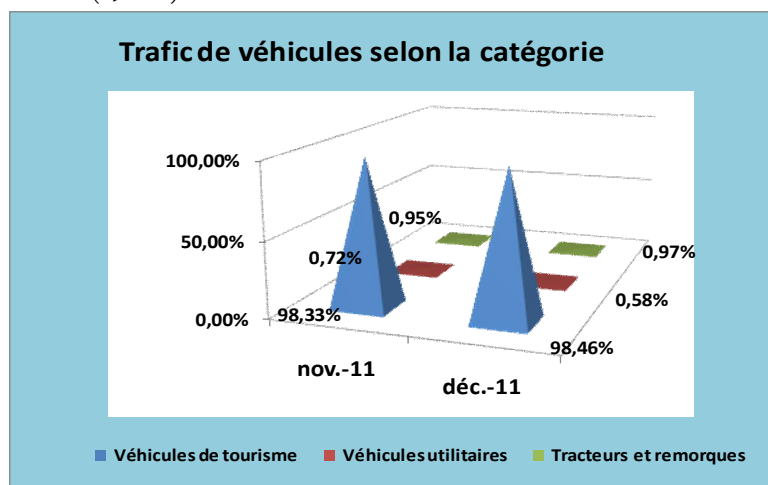


Source : Port Autonome de Cotonou, février 2012

Le trafic en transit² s'élève à **267 045** tonnes métriques en décembre 2011 contre de **234 403** tonnes métriques en novembre 2011 ; soit une augmentation de **13,9 %**. Cette hausse se justifie par le rebond du trafic vers les plus importants utilisateurs du Port de Cotonou que sont : le Burkina Faso (+ **74,0 %**), le Nigeria (+ **13,7 %**) et le Niger (+ **7,4 %**). En effet, le Niger (**58,3 %**), le Nigeria (**17,8 %**) et le Burkina Faso (**12,9 %**) constituent les principaux pays utilisateurs du Port de Cotonou, en décembre 2011.

HAUSSE DU TRAFIC DES VEHICULES D'OCCASION

En décembre 2011, le trafic des véhicules d'occasion a augmenté de **14,3 %** par rapport au mois précédent, en raison de la hausse du trafic de véhicules de tourisme (+ 14,4 %) puis de tracteurs et remorques (+ 16,5%). En effet, **27 008** véhicules ont été débarqués au Port de Cotonou en décembre 2011 contre **23 638** véhicules, au mois de novembre. Ces véhicules se répartissent selon les catégories suivantes : véhicules de tourisme (**98,5 %**), tracteurs et remorques (**0,97 %**) puis véhicules utilitaires (**0,6 %**).



Source : Port Autonome de Cotonou, février 2012

² Il s'agit du trafic de transit hors transbordement, à destination d'autres pays (autres que le Bénin)

HAUSSE DES RECETTES DOUANIERES EN MARS 2012

En mars 2012, les recettes douanières s'élèvent à **33,1 milliards** FCFA ; soit une hausse de **7,5 %** par rapport à février 2012. La tendance est la même au niveau des Droits de Douane (+ 11,8%) et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (+ 7,0 %) qui représentent respectivement **27,9 %** et **42,7 %** des recettes réalisées en mars 2012. Sur les trois derniers mois, les recettes ont chuté de **3,0 %**. En effet, elles sont passées de **34,1 milliards** de francs CFA en décembre 2011 à **33,1 milliards** de francs CFA en mars 2012. Par rapport à mars 2011, les recettes douanières sont également en hausse de **35,1 %** en passant de **24,5 milliards** en mars 2011, à **33,1 milliards** en mars 2012.

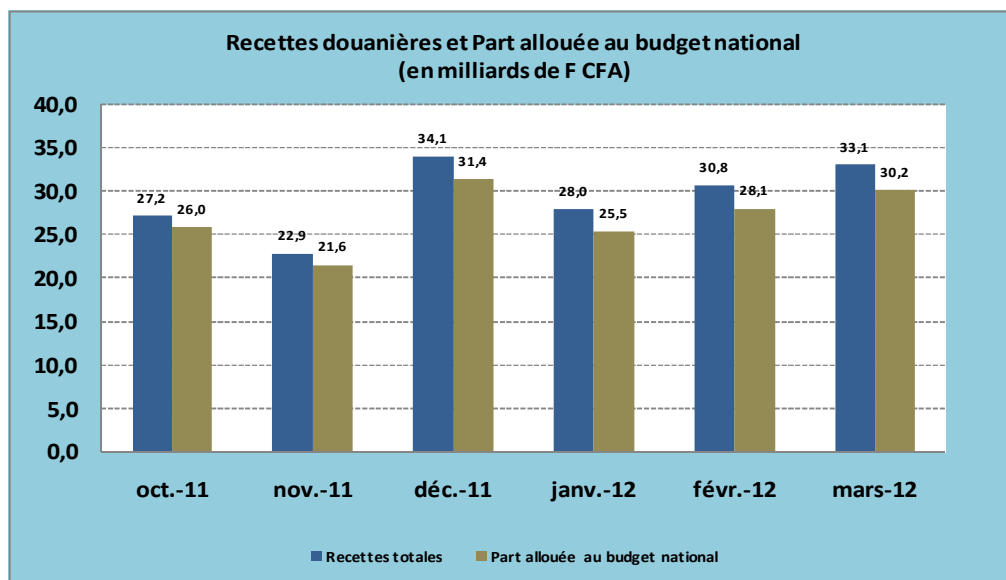
Etat des recettes douanières en milliards de francs CFA

Rubrique	mars 11	déc- 11	janv- 12	fév- 12	mars- 12	Prévisions 2012	Réalizations 2012(*)	Glissement (%)		
								1 mois	3 mois	12mois
Droits de douane	6,1	9,8	7,5	8,3	9,2	97,4	25,0	11,8	-5,5	51,9
Taxe sur la Valeur Ajoutée	10,3	14,9	12,1	13,2	14,1	154,0	39,4	7,0	-5,0	37,9
TOTAL BUDGET NATIONAL	22,4	31,4	25,5	28,1	30,2	334,0	83,8	7,7	-3,9	35,2
TOTAL HORS BUDGET	2,1	2,7	2,5	2,7	2,9	nd	8,1	5,3	7,0	34,4
TOTAL GENERAL	24,5	34,1	28,0	30,8	33,1	334,0	91,9	7,5	-3,0	35,1

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, avril 2012

(*) : Cumul des recettes douanières réalisées depuis le début de l'année.

En mars 2012, la part de la Taxe sur la Valeur Ajoutée dans les recettes douanières a baissé de **0,2** point de pourcentage par rapport à février 2012 ; tandis que celle des Droits de Douane a augmenté (+ **1,1** point de pourcentage).



Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, avril 2012

La part des recettes douanières allouées au budget national en mars 2012 s'élève à **91,3 %** contre **91,1 %** en février 2012, soit une baisse de 0,2 point de pourcentage. En glissement annuel, on note aussi une stabilité de la part des recettes allouées au budget : elle est de **91,3 %** en mars 2012 comme en mars 2011.

CROISSANCE MOLLE DANS LA ZONE UEMOA EN 2011

L'année 2011 a été une année difficile pour l'UEMOA. La Côte d'Ivoire a connu une crise politique et un conflit armé pendant quelques mois après les élections présidentielles organisées en novembre 2010. La hausse des prix de l'alimentation et des combustibles au début de 2011 a eu des répercussions économiques et sociales majeures sur les pays de l'UEMOA. Le second semestre de 2011 a été marqué par une sécheresse qui a touché gravement la production de céréales dans les pays du Sahel, mais aussi par une amorce de ralentissement de l'économie mondiale.

La croissance régionale en 2011 (0,9 %) a souffert de la crise ivoirienne et de la sécheresse dans les pays du Sahel. L'activité économique en Côte d'Ivoire s'est contractée vivement au début de 2011 en raison de la crise : le produit intérieur brut (PIB) annuel a diminué de 5,8 %, selon les estimations, en dépit du redressement qui a suivi. La sécheresse a lourdement pesé sur la production de céréales au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal, avec des baisses de production de 15 % à 27 % selon les estimations. En conséquence, la croissance dans ces pays a fortement souffert. En outre, le déficit de production de ces cultures vivrières traditionnelles expose des millions de personnes dans la région à l'insécurité alimentaire.

Les prix des combustibles et des produits alimentaires ont beaucoup influé sur l'inflation régionale. La montée en flèche des prix internationaux des combustibles et des produits alimentaires a fait culminer l'inflation au printemps de 2011. Leur recul ultérieur s'est accompagné d'une baisse rapide de l'inflation en glissement annuel, qui était inférieure à 3 % en fin d'année. En moyenne, la hausse annuelle des prix à la consommation est estimée à 3,6 % en 2011.

Le déficit budgétaire global de la région (hors dons) s'est creusé en 2011. Selon les estimations, il est passé de 5,5 % du PIB en 2010 à 7,9 % du PIB, principalement à cause des retombées de la crise en Côte d'Ivoire. Parmi les autres facteurs figurent la hausse des subventions au secteur électrique au Sénégal, l'utilisation des recettes de privatisation pour des projets d'investissement au Mali et la baisse des recettes fiscales au Bénin. Selon les estimations, la dette publique moyenne est restée voisine de 42 % du PIB en 2011.

Le déficit des transactions extérieures courantes de la région a augmenté pour s'établir aux environs de 6 % du PIB en 2011. Cette hausse (par rapport à 5 % du PIB en 2010) s'explique en partie par la dégradation des termes de l'échange, la baisse des envois de fonds des travailleurs expatriés et l'augmentation des importations liées à la reconstruction en Côte d'Ivoire, aux industries extractives au Burkina Faso et au Niger, et à la hausse des prix de l'alimentation et des combustibles. Cependant, grâce à la vigueur des entrées de capitaux, les réserves de change de l'UEMOA ont augmenté pour avoisiner six mois d'importations (hors commerce intra-UEMOA) à la fin de 2011.

Les progrès en matière de convergence ont été mitigés. Alors que tous les pays remplissaient le critère d'inflation en 2010, seule une minorité d'entre eux le remplissait encore en 2011, en raison de la hausse des prix internationaux de l'alimentation et des combustibles. La majorité des pays ne remplissait pas le critère relatif au déficit budgétaire en 2011. Par contre, des progrès ont été

accomplis en ce qui concerne le critère d'endettement, grâce à l'allègement de dette accordé au Togo et à la Guinée-Bissau dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).

RECOMMANDATIONS DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Les progrès en matière de convergence ont été mitigés, et des risques de dégradation subsistent étant donné la crise en Europe et la sécheresse actuelle au Sahel. Des mesures appropriées devront être prises sur le plan macroéconomique si ces risques se matérialisent. A moyen terme, il sera essentiel d'améliorer le cadre de politique macroéconomique, de s'attaquer aux faiblesses structurelles fondamentales, de consolider la stabilité de l'union en tirant parti de l'expérience dans la zone euro et de renforcer la surveillance régionale.

Le déficit budgétaire de la région doit être réduit à moyen terme afin de préserver la stabilité des finances publiques, tout en accordant l'attention voulue aux besoins urgents de la région en matière d'infrastructures. L'examen en cours du critère de convergence relatif à la dette est louable et il est recommandé d'envisager une stratégie plus globale en ce qui concerne la viabilité des finances publiques. Les pays membres doivent s'engager à appliquer promptement les directives relatives à la gestion des finances publiques, à maîtriser les traitements et salaires, à opérer de larges réformes fiscales et à remplacer les subventions aux prix du pétrole par des dispositifs de sécurité sociale bien ciblés et adaptés au contexte régional.

L'orientation de la politique monétaire est, dans l'ensemble, appropriée. Cependant, il est nécessaire de renforcer le système de gestion et de prévision des liquidités, et d'accélérer la mise en œuvre des réformes du marché interbancaire. Les réserves de change sont adéquates et le taux de change réel pour l'ensemble de la région semble plus ou moins correspondre aux paramètres économiques fondamentaux dans la région.

Les résultats tests de résistance qui indiquent que le secteur financier régional est résilient, sont encourageants. Néanmoins, il convient de renforcer encore la réglementation et le contrôle prudentiels, et de les aligner sur les meilleures pratiques internationales, ainsi que de mettre en place un système plus formel pour la gestion des crises. Il faut continuer d'appliquer vigoureusement les recommandations du Programme d'évaluation du secteur financier (PESF). Les autorités doivent aussi redoubler d'efforts pour développer le secteur financier afin d'atténuer les contraintes de financement intérieur et de soutenir la croissance.

L'intégration régionale doit être accélérée. A cet effet, il faudrait redynamiser les politiques régionales, veiller à ce qu'elles soient appliquées intégralement et renforcer la coordination entre les pays membres. Parmi les priorités en matière de réforme figurent l'élimination des obstacles au commerce intra-régional et à la mobilité des facteurs, l'amélioration du climat des affaires afin de rehausser la compétitivité hors prix et le développement des infrastructures régionales.

Les autorités doivent maintenir les mesures prises pour améliorer la transparence et l'information. Des indicateurs de solidité financière doivent être établis régulièrement, et publiés en temps voulu.

UEMOA : principaux indicateurs économiques et financiers, 2008-2016

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
				Est.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
(Variation annuelle en pourcentage)									
Revenu national et prix									
PIB à prix constants	4,2	2,9	4,6	0,8	7,0	5,6	5,8	5,7	5,7
hors Côte d'Ivoire	4,9	2,6	5,5	3,2	6,5	5,5	5,8	5,8	5,9
PIB par habitant à prix constants	1,4	0,2	1,8	-1,9	4,1	2,8	3,0	2,9	2,9
hors Côte d'Ivoire	2,2	0,0	2,8	0,5	3,7	2,8	3,0	3,1	3,1
Monnaie au sens large/PIB	-3,5	9,5	8,9	6,6	...	...	...	...	...
Prix à la consommation (moyenne)	7,4	0,4	1,4	3,8	3,6	2,5	2,5	2,4	2,4
Termes de l'échange	12,0	4,0	-4,5	1,3	2,8	1,8	-0,1	0,9	0,8
Taux de change effectifs nominaux	3,4	0,9	-4,3	1,7	...	...	...	...	...
Taux de change effectifs réels	5,8	0,2	-6,4	0,9	...	...	...	...	...

(Pourcentage du PIB)

Comptes nationaux

Épargne intérieure brute	12,8	15,5	13,5	13,5	13,5	13,8	14,6	15,3	15,9
Investissement intérieur brut	19,8	18,6	19,1	19,3	20,9	21,6	21,7	22,2	22,5
Dont : investissement public	5,9	7,1	6,6	7,0	8,2	8,5	8,6	8,6	8,7
Déficit de ressources	-7,0	-3,1	-5,5	-5,7	-7,5	-7,8	-7,1	-6,9	-6,6

(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

Opérations financières de l'État

Total des recettes publiques, hors dons	17,6	17,4	18,0	16,5	18,3	18,7	19,0	19,2	19,4
Dépenses publiques	22,4	23,9	23,5	24,4	25,3	25,4	25,3	25,2	25,1
Solde budgétaire global, hors dons	-4,8	-6,5	-5,5	-7,9	-7,0	-6,6	-6,3	-6,0	-5,7
Dons officiels	2,9	3,0	2,3	3,1	3,0	3,1	3,1	3,1	3,1
Solde budgétaire global, dons compris	-1,9	-3,5	-3,2	-4,8	-3,9	-3,5	-3,1	-2,8	-2,7
Solde budgétaire de base, dons et PPTE compris	-1,8	-1,3	-0,8	-2,5	-1,9	-1,3	-0,9	-0,7	-0,5

Pour mémoire

PIB nominal (milliards de FCFA)	31205	32551	34660	35977	39800	42988	46 490	50 162	54169,7
PIB nominal par habitant (dollars EU)	750	722	713	757	754	791	828	865	905
Franc CFA/dollars EU, moyenne	448	472	495	471	...	...	...	...	...
Euro/dollar EU, moyenne	0,68	0,72	0,76	0,72	...	...	...	...	...
Ratio de couverture des réserves de change ¹	96,8	98,9	99,9	97,2	...	...	...	...	...
Réserves en mois d'importations									
(hors importations intra-UEMOA)	5,7	6,2	6,3	6,2	6,0	6,1	6,1	6,0	8,0

Source : FMI, base de données du Département Afrique; Perspectives de l'économie mondiale; estimations des services du FMI.

(1) Réserves officielles brutes divisées par engagements intérieurs à court terme (définition du FMI). En 2011, l'estimation correspond à fin octobre.

INSA ECHO

ANNONCE : Prochain numéro INSAE ECHO, édition de mai 2012.

Directeur de publication	Alexandre <i>BIAOU</i>
Directeur Adjoint de publication	Pierre Credo <i>EKUE</i>
Rédacteur en Chef	Abraham <i>BIAOU</i>
Rédacteur Adjoint	Jules <i>DAGA</i>
Comité de rédaction	Sylvestre <i>DANSOU</i> Raoul <i>EDON</i> Eliakim <i>KAKPO</i> Ogougra Hervé <i>OBOSSOU</i> Samson <i>SOKOU</i>
Mise en ligne	Eudes <i>CHOGNIKA</i>

Ce bulletin fait l'objet d'une amélioration constante. Nous vous sommes reconnaissants de toutes les observations et suggestions que vous voudriez éventuellement faire sur son contenu.

CONTACTEZ-NOUS

01 BP 323 RP COTONOU

Téléphone : (00229) 21 30 82 44/45

Fax : (00229) 21 30 82 46

Email : insae@insae-bj.org

<http://www.insae-bj.org>

